

BUCKNER, Philip A. et John G. REID, eds., *The Atlantic Region to Confederation: a History* (Toronto et Fredericton, University of Toronto Press et Acadiensis Press, 1994), xxxi-491 p. 29,95 \$

Robert C. H. Sweeny

Volume 48, numéro 4, printemps 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305367ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305367ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sweeny, R. C. H. (1995). Compte rendu de [BUCKNER, Philip A. et John G. REID, eds., *The Atlantic Region to Confederation: a History* (Toronto et Fredericton, University of Toronto Press et Acadiensis Press, 1994), xxxi-491 p. 29,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(4), 548-550. <https://doi.org/10.7202/305367ar>

BUCKNER, Philip A. et John G. REID, eds., *The Atlantic Region to Confederation: a History* (Toronto et Fredericton, University of Toronto Press et Acadiensis Press, 1994), xxxi-491 p. 29,95\$

D'après Henri Bergson, un des problèmes majeurs qui guette l'histoire est sa propension à transformer le passé pour y recréer rétrospectivement le présent. Si les directeurs de *The Atlantic Region to Confederation: a History* ont lu Bergson, ils l'ont certainement oublié car ce recueil d'articles savants recrée dans le passé une entité géopolitique qui n'existe au présent que comme convention linguistique de l'anglais parlé au Canada. «Les provinces atlantiques», une expression plus ou moins heureuse pour parler des trois provinces maritimes et de Terre-Neuve, devient dans ce volume une région historiquement constituée, avant le nom, comme sujet authentique et comme objet d'étude. Loin de poser problème pour les directeurs du recueil, cette trouvaille constitue selon eux un de ses atouts. Ils se vantent que chaque article intègre dans cette démarche l'ensemble de la région. Or, il s'agit bien sûr d'une définition de la région qui exclue complètement les territoires actuels du Québec et des États-Unis qui faisaient partie intégrante de la véritable région atlantique.

Ce volume vise un marché spécifique, celui des cours d'histoire régionale qui sont très populaires dans les universités canadiennes-anglaises. Les directeurs ont visé juste car les seize articles peuvent facilement devenir le corpus des leçons d'un cours. Sans qu'il soit nécessaire de réaménager à fond les textes, le professeur ou la professeure y trouvera un plan de cours tout préparé. Les cinq premiers textes portent sur les groupes culturels et leur coexistence jusqu'en 1720. Ils sont suivis de six autres regroupés sous le titre «*The Encounter with Imperial Militarism*». Enfin, la consolidation de la société coloniale entre 1820 et, bien sûr, 1867, fait l'objet de cinq textes. Aucun d'entre eux ne chevauche deux périodes, ce qui laisse penser que les directeurs du volume ont également oublié leur Bloch; le découpage privilégié est celui des décennies.

Malheureusement, les cultures se côtoient plutôt qu'elles ne coexistent. Stephen A. Davis, l'auteur du texte portant sur les sociétés américaines avant

l'invasion européenne, énumère chronologiquement les tribus amérindiennes. Elles n'ont en commun qu'une seule caractéristique: l'absence totale de lien avec les sociétés amérindiennes de la période historique. Pour le Conseil des premiers ministres des provinces maritimes, qui a subventionné l'ouvrage et qui est aux prises avec de multiples revendications territoriales amérindiennes, cette image est sans doute rassurante. Toutefois, l'analyse du XVI^e siècle par Ralph Pastore est nettement plus sympathique et crédible; la nature dialectique des contacts initiaux entre Américains et Européens est assez bien décrite et nous avons droit à une critique soutenue des sources. Malheureusement, N. E. S. Griffiths, l'auteure du «Fish, Fur and Folks», ne connaît ni la dialectique ni la critique des sources; elle traite la période 1600-1650 à la façon d'un manuel scolaire des années 1950. Jean Daigle fait mieux dans son «Pays qui n'est pas fait» où il couvre les années 1650 à 1686. Cependant, comme le titre indique, Daigle endosse trop souvent la perspective des officiers coloniaux au détriment d'une compréhension des attentes et des difficultés des populations résidentes, qu'elles soient d'origine américaine ou européenne. John Reid, un des directeurs du volume, est l'auteur du chapitre portant sur la période charnière allant de 1686 à 1720. Il ouvre sur le constat que les Mi'kmaq ne comptaient que 1 000 personnes en 1686, soit 8% de la population évaluée par Pastore à peine 70 ans auparavant. Cette catastrophe démographique ne mérite aucune explication, peut-être parce que ces sociétés amérindiennes n'existent que depuis de «multiples générations». Ce lapsus n'est guère isolé. Tout au long du livre les groupes minoritaires ou ceux qui deviennent minoritaires ne sont mentionnés qu'au moment de leur entrée en scène; par la suite, ils disparaissent effectivement de la chronique historique. Enfin, Reid nous présente une histoire narrative militaire digne des travaux d'Eccles, laissant peu de place aux classes populaires, voire aux sociétés en construction ou déconstruction.

Le traitement des rivalités impériales du XVIII^e siècle qui structure la deuxième partie de l'ouvrage s'inspire davantage de l'empirisme pragmatique que de l'école des *Annales*. En effet, les éléments privilégiés furent choisis en fonction de leur pertinence pour expliquer les événements ultérieurs plutôt que pour comprendre le vécu des gens. De plus, les directeurs ont failli à leur tâche d'uniformiser le recueil, car chaque chapitre privilégie des éléments distincts. Devant cette hétérogénéité incompréhensible et combien a-historique, la perspective militaire introduite par Reid devient le leit-motiv de l'ouvrage. Dans son chapitre portant sur la «Cod, Louisbourg, and the Acadians», George Rawlyk rend l'élément humain insignifiant et tout à fait marginal malgré le désastre environnemental des années 1720. En effet, dès cette époque, il y a surpêche des stocks de morue, ce qui constituait un facteur important des rivalités impériales. Mais la spécificité historique n'a pas d'importance pour Rawlyk qui décrit la société acadienne de 1720 à 1744 presque exclusivement à partir des réflexions d'un pasteur presbytérien d'Halifax sur les années 1780 et 1790! Stephen E. Patterson, dans son chapitre intitulé «Colonial Wars and Aboriginal Peoples», décrit les faits militaires de 1744 à 1763 avec tellement de détails qu'il n'arrive jamais à traiter de la deuxième partie de son propos. J. M. Bumstead poursuit la chronique

militaire dans «Resettlement and Rebellion», mais au moins il introduit des considérations sur l'histoire religieuse et le système de propriété. Il fait, par contre, le drôle de constat qu'une tenure de propriété «européenne» se transfère difficilement en territoire américain. Comme quoi le régime seigneurial du Canada et de l'Acadie et les rentes constituées de l'Île-du-Prince-Édouard ne sont que des aberrations; doit-on aussi conclure que le franc alleu a quelque chose d'américain? L'idée que les dynamiques internes furent importantes, une possibilité au moins implicite chez Bumstead, est rigoureusement rejetée par Ann Gorman Condon dans son «Loyalist Arrival, Acadian Return, Imperial Reform». Pour elle, l'événement majeur fut la création d'une «véritable vie publique» à la cour du duc de Kent à Halifax! La faiblesse de la contribution de Condon ressort davantage à la lecture du chapitre suivant de Graeme Wynn, un des meilleurs de cet ouvrage. L'analyse des sociétés au tournant de siècle par Wynn introduit une thématique, la division entre la campagne et la cour, qui, si elle avait été davantage approfondie, aurait peut-être permis une présentation plus cohérente de l'évolution globale du XIX^e siècle. Malheureusement, ce n'est qu'au cours des années 1840, dans le chapitre de T. W. Acheson, que ce thème refait brièvement surface. À la place, on a droit avec le «War and Peace» de D. A. Sutherland, à une histoire davantage militaire où la guerre équivaut à la prospérité et la paix, à l'insécurité économique; inutile d'insister sur la perspective sociale de Sutherland.

Parler de la consolidation des sociétés coloniales alors qu'elles sont déjà vieilles de deux siècles peut apparaître un peu bizarre. Mais selon les auteurs, ce n'est qu'à partir des années 1820 que ces sociétés prennent réellement forme; l'accent est alors mis sur le rôle de l'immigration. L'analyse est cependant inégale. D'une part, Judith Fingard examine les années 1820 à la lumière de sa perspective élitiste notoire, Ian Ross Robertson ressuscite l'idée d'un âge d'or pendant les années 1850 à l'aide de statistiques peu convaincantes, alors que Philip Buckner se montre confus dans son bilan politique des débats sur la Confédération. D'autre part, les chapitres de Rosemary E. Ommer sur les années 1830 et T. W. Acheson sur la décennie ultérieure nous présentent des sociétés beaucoup plus complexes, sur lesquelles tout n'est pas déjà connu, et ce, malgré leur recours à la théorie démodée des «staples». Leur traitement des clivages religieux est important, et l'analyse du gouvernement responsable par Acheson est un modèle de clarté.

La responsabilité principale des nombreuses faiblesses de ce recueil incombe aux directeurs. La tâche d'un directeur ne se résume pas simplement à s'assurer que le volume soit publié dans les délais prévus. Il doit aussi veiller à ce que le choix des textes constitue un tout cohérent. Ici, outre la qualité douteuse de plusieurs contributions, il y a trop d'incohérences et de contradictions entre les textes. On ne peut pas lire un ouvrage à caractère pédagogique de plus de 500 pages sans élargir nos connaissances, mais les explications lumineuses dans ce volume sont assez rares. Bref, le professeur ou la professeure qui choisit d'utiliser cet ouvrage afin de faciliter sa tâche risque d'avoir de mauvaises surprises.